

**Zeitschrift:** Domaine public  
**Herausgeber:** Domaine public  
**Band:** 32 (1995)  
**Heft:** 1227

## Titelseiten

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 13.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# DOMAINE PUBLIC

# DP

JAA

1002 Lausanne

28 septembre 1995 – n° 1227  
Hebdomadaire romand  
Trente-deuxième année

## Incoloration des élections fédérales

A moins d'un mois du scrutin, la barque électorale est encore encalminée. La succession d'Otto Stich fournit matière aux médias. Puis viendront les tracts, les slogans politico-publicitaires; les journalistes indépendants mettront des notes aux parlementaires sortants qui se représentent; tous les candidats répondront à des questionnaires serrés. On serait tenté d'écrire: la routine.

Pourtant, sur des questions essentielles, les prises de position des partis ne se recourent pas. L'Europe, les dépenses militaires, l'agriculture et quelques-unes de ses institutions sclérosées comme l'Union suisse du commerce du fromage, les transports, y compris les transports urbains, certains domaines de la politique sociale, autant de sujets de divergence assez marquée pour justifier un choix.

Dans l'inventaire de ces grands thèmes de politique suisse, pourquoi n'y en a-t-il pas un qui colore le débat, qui traduise un enjeu? Pour une part, mais pour une part seulement, en raison du système. Enumérons, pour mémoire, ces émoulinés.

- Les programmes des partis sont tempérés par les convictions personnelles des élus. Le Parlement y gagne en souplesse, mais l'angle, compte tenu des tempéraments, est plus qu'obtus.

- Sur toutes les questions cruciales, le citoyen sait qu'il aura à se prononcer souverainement, par le jeu du référendum constitutionnel ou facultatif. Les élections ne délèguent que partiellement la compétence populaire, l'enjeu électoral en est réduit d'autant.

- Les cantons sont arrondissements électoraux. Ils sont en grande majorité trop peu peuplés pour que la proportionnelle puisse y jouer à satisfaction. Cinq d'entre eux, qui ont droit à un seul député, connaissent obligatoirement une élection majoritaire. Dans beaucoup d'autres, le déplacement d'un siège exige un transfert de voix quasi impossible. Les partis cantonaux en position dominante touchent donc une double rente de situation: celle du Conseil des Etats et celle d'une proportionnelle trop circonscrite.

Ces données étant connues, les politologues ont pris l'habitude d'interpréter les faibles variations de la composition du Conseil national. Ils attribuent à la

prise de conscience d'un sujet primordial les oscillations. Mais aujourd'hui, même s'il n'y pas d'enjeu frontal, quelle est la préoccupation principale latente?

Tout ce qui touche à la détérioration de la conjoncture, même si la situation de la Suisse en comparaison internationale est hautement enviable. L'emploi est plus précaire. Le chômage de longue durée pousse à la marginalisation. Marges commerciales et salaires sont plus resserrés. Et la population active sait qu'elle aura à porter l'entretien de la partie non-active de la population, dont l'importance va grandissant.

Il y a donc une double exigence écartelante de performance et de solidarité. La droite, dans cette partition, insiste sur la productivité, même au prix de suppressions d'emplois, sur la déréglementation, sauf pour certaines chasses gardées où se recrute sa clientèle, sur la réduction des dépenses publiques, en général sans dire à visage découvert où il faudrait tailler. La gauche défend salaires, emplois et sécurité sociale. Elle a tendance, selon le reproche que lui adresse Alfred Sauvy, à croire qu'on peut dépenser plusieurs fois le même gain de productivité: en améliorant les salaires, en réduisant la durée du travail, en entretenant une population non active croissante.

En terme de gestion, la Suisse peut résoudre les problèmes nouveaux: AVS saine, revenu national élevé, second pilier développé (malgré ses lacunes), forte réserve de fiscalité indirecte. Mais le problème n'est pas de gestion seulement. Nous sommes entrés dans un autre type de société, qui ne se limite plus au seul travail dont on disait «qu'il fut sa vie». Comment organise-t-on une communauté où l'espérance de vie est de quatre-vingt ans? Comment organise-t-on une communauté sans qu'elle exile dans les marges des milliers de ses membres? Ces questions fondamentales ne sont abordées qu'en discutant de quelques symptômes, et non fondamentalement.

Il faut retourner le slogan des socialistes français comme Marx l'a fait de la philosophie. Ils voulaient changer la vie. Si l'on disait: Etant donné que la vie a changé, réformons donc nos structures sociales!

AG